

DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION : LE SOCIAL EN PITEUX ÉTAT !

Alors que le premier discours sur l'état de l'Union du Président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker, lors de son accession en 2014, disait vouloir « redonner un nouveau souffle européen » dans laquelle il fallait « faire en sorte que le modèle social européen ressorte clairement de chacune de nos actions », force est de constater qu'en 2018, cette Union Européenne, tournée exclusivement vers les premiers de cordée de la finance et du commerce, est à bout de souffle.

Montée des nationalismes, rejet de l'autre, reculs démocratiques, politiques régressives et anti sociales, chômage de masse, explosion des inégalités, absence de redistribution des richesses, désossement des droits collectifs, tel est l'état de l'Union aujourd'hui. En pleine année de célébration du centenaire de l'armistice de la première guerre mondiale, il serait grand temps de faire preuve de mémoire et de retenir les leçons du passé.

Le discours sur l'état de l'Union de ce 12 septembre poursuit pourtant une vision européenne libérale où l'économique désosse le social et l'environnemental. Mais aujourd'hui, c'est l'Europe des travailleurs qui est à l'os du fait de tant d'années de soupe aux cailloux par des cures d'austérité qui n'ont eu pour effet que de renforcer la bipolarisation de la société où les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

Alors que l'Europe doit être porteuse d'espoir, les mesures sociales, sous la mandature du Président Juncker, ont quasiment toutes été bloquées, à l'image de la directive sur l'articulation des temps de vie. Pire, elle a mis en place un début de hiérarchisation entre les travailleurs en instaurant le principe d'un sous-salariat par l'exclusion des salariés du transport de la directive détachement, par la promotion du dumping social au travers du paquet mobilité, par la volonté d'instaurer un statut de salarié inférieur pour les travailleurs des plateformes au travers de la proposition de directive sur la déclaration écrite. Le libéralisme est le même partout : que ce soit en France, en Europe ou dans le monde, sa seule cible reste les droits collectifs.

Face à ce bilan, le discours du 12 septembre était encore une fois une ode à la finance et au commerce, sans refrain social. La promesse de traduire concrètement le socle européen des droits sociaux qui, un an après son adoption, n'a pas vu le début d'un commencement de mise en œuvre, est d'un cynisme sans nom quand on sait que les travaux parlementaires cesseront en avril. Il semble peu probable que la Commission adopte en six mois ce qu'elle rejette depuis des années. De même, la taxe digitale promise avant la fin de l'année rappelle la musique lancinante d'une taxe européenne sur les transactions financières qui n'a jamais vu le jour.

Côté économique, l'objectif majeur reste pour la Commission le développement et la conclusion d'accords commerciaux sur le mode du CETA ou du TTIP, permettant d'asseoir un peu plus le pouvoir des financiers sur cette planète au mépris du social et de l'environnemental. Présenté comme un enjeu majeur, le nouvel accord de partenariat économique avec les pays de l'Afrique de l'Ouest ne fera que poursuivre un pillage organisé des matières premières du continent africain, s'apparentant davantage à du néocolonialisme économique qu'à une aide au développement.

Enfin, alors qu'en 2014 « l'histoire européenne », qui était « aussi une question d'humanité et de dignité humaine », « raison pour laquelle il est si important d'accueillir les réfugiés et de respecter ce droit fondamental qu'est le droit d'asile » devient en 2018 une promotion d'une Europe de la défense, d'une Europe sécuritaire organisant d'un côté la sélection des travailleurs migrants qualifiés autorisés à entrer, et de l'autre le renforcement des contrôles aux frontières et les bateaux refoulés.

À cette vision libérale d'une Europe des marchés, Force Ouvrière rappelle son attachement historique aux fondements de la construction européenne basée sur la solidarité, la coopération et la justice sociale, à l'Europe des travailleurs dans un idéal de paix. À ces politiques de désunion, Force Ouvrière affirme que l'union fait la force.

Unis dans la diversité, unis face à l'adversité !

Paris, le 20 septembre 2018

Marjorie ALEXANDRE, Secrétaire confédérale

Département des Relations Internationales et des droits fondamentaux.

malexandre@force-ouvriere.fr – 01 40 52 83 30